



PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



Édition spéciale du 26 mars 2025



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ÉDITION SPÉCIALE DU 26 MARS 2025

SECRETARIAT GÉNÉRAL AUX AFFAIRES RÉGIONALES ET EUROPÉENNES

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°2025/083 du 26 mars 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 février 2015 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 février 2010 portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » et approbation des modifications de la convention du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau »



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
pour les affaires
régionales
et européennes

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2025 / 083

portant

- modification de l'arrêté préfectoral du 28 février 2015 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 février 2010 portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau »

et

- approbation des modifications de la convention du Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau »

**Le préfet de la région Grand Est
préfet de la zone de défense et de sécurité Est
préfet du Bas-Rhin**

- VU la déclaration commune franco-allemande du Président de la République française Jacques CHIRAC et du Chancelier allemand Gerhardt SCHRÖDER, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du traité de l'Elysée, le 22 janvier 2003, en vue de soutenir « la création d'un Eurodistrict STRASBOURG-KEHL, bien desservi, ayant vocation à explorer de nouvelles formes de coopération et à accueillir des institutions européennes » ;
- VU la résolution commune des collectivités françaises (Ville de Strasbourg, Communauté Urbaine de Strasbourg) et allemandes (Landkreis Ortenaukreis, Villes d'Offenburg, Lahr, Kehl, Achern et Oberkirch) pour la création d'un Eurodistrict, en date du 24 mai 2003 ;
- VU la déclaration commune de la Ministre déléguée aux Affaires européennes de la République française et du Ministre délégué aux Affaires européennes de la République fédérale d'ALLEMAGNE du 30 juin 2003 sur le cadre juridique, le cadre

géographique et le cadre des objectifs principaux de l'Eurodistrict Strasbourg Kehl ;

- VU la convention relative à la création de l'Eurodistrict Strasbourg – Ortenau du 17 octobre 2005 ;
- VU le règlement (CE) n° 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT), modifié par le règlement (UE) n° 1302/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1082/2006 relatif à un groupement européen de coopération territoriale (GECT) en ce qui concerne la clarification, la simplification et l'amélioration de la constitution et du fonctionnement de groupements de ce type ;
- VU l'article L 1115-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au groupement européen de coopération territoriale de droit français ;
- VU la résolution de Lahr du 14 octobre 2008 définissant les quatre objectifs primordiaux de l'Eurodistrict Strasbourg – Ortenau ainsi que ses nouvelles structures décisionnelles et opérationnelles, avec une tendance pour le Groupement Européen de Coopération territoriale ;
- VU la délibération de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 avril 2009, ainsi que les décisions du Landkreis Ortenaukreis (31 mars 2009), de la Ville d'Offenburg (6 avril 2009), de la Ville de Lahr (4 mai 2009), de la Ville d'Achern (6 avril 2009) et de la Ville d'Oberkirch (4 mai 2009) portant validation de la convention constitutive et des statuts du GECT ;
- VU l'avis du Trésorier Payeur Général du BAS-RHIN et de la région ALSACE du 21 décembre 2009 ;
- VU les accords du 21 janvier 2010 du Regierungspräsidium de Fribourg, autorité compétente pour la République fédérale d'Allemagne, autorisant le Landkreis Ortenaukreis et les Villes d'Offenburg, Lahr, Kehl, Achern et Oberkirch à adhérer au GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » ;
- VU les statuts du groupement européen de coopération transfrontalière « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau », intégrant la convention constitutive du Groupement, signé par la Communauté Urbaine de Strasbourg, pour la partie française, et le Landkreis Ortenau, les villes de Offenburg, Lahr, Kehl, Achern et Oberkirch, pour la partie allemande, en date du 25 janvier 2010 ;
- VU l'arrêté du préfet de la Région Alsace du 28 janvier 2010 portant création du Groupement européen de coopération territoriale dénommé « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » ;
- VU la déclaration politique signée le 4 février 2010 par les membres fondateurs, par laquelle les signataires s'engagent à modifier la convention et les statuts dans le but de permettre une participation pleine et entière de la République française ;

- VU le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg » ;
- VU l'arrêté du préfet de la Région Alsace du 5 février 2015 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010 portant création du Groupement européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » et approuvant la participation de la République française, de la communauté de communes du Pays d'Erstein, de la communauté de communes du Rhin et de la communauté de communes de Benfeld et Environs au GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » ;
- VU l'arrêté du 26 octobre 2016 du préfet du Bas-Rhin portant création de la communauté de communes du Canton d'Erstein, issue de la fusion de la communauté de communes de Benfeld et environs, de la communauté de communes du Rhin et de la communauté de communes du Pays d'Erstein ;
- VU l'arrêté n° 2016/1652 du préfet de la Région Grand Est du 2 décembre 2016 portant approbation des modifications de la convention et des statuts du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » relatives notamment à la prévalence de la convention et des statuts sur le droit national du siège dans les matières énumérées par le règlement (CE) n°1082/2006 du 5 juillet 2006 du Parlement européen et du Conseil (articles 8 et 9 du règlement) ;
- VU la délibération du 7 décembre 2023 du Conseil du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » portant adhésion de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et de la Région Grand Est et approuvant l'adhésion de Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et de la Région Grand Est au GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » ainsi que les modifications de la convention constitutive et des statuts du groupement, tels que annexés à la délibération ;
- VU la délibération CP-2023-9-6-6 du 13 novembre 2023 de la commission permanente de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) relative à la coopération transfrontalière et à l'adhésion à l'Eurodistrict Strasbourg – Ortenau, approuvant l'adhésion de la CeA au GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » ainsi que les nouveaux statuts du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » et la convention constitutive qui les accompagne, joints en annexe de la délibération ;
- VU la délibération n° 23CP-1740 du 17 novembre 2023 de la commission permanente du conseil régional de la Région Grand Est relative à la mise en œuvre des orientations stratégiques transfrontalières et approuvant l'adhésion de la Région Grand Est au GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » ainsi que la convention constitutive modifiée du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau », jointe en annexe 3 de la délibération ;

Considérant toutefois que seule la convention constitutive du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » a été approuvée par la délibération n° 23CP-1740 du 17 novembre 2023 de la commission permanente de la Région Grand Est et que les status conformes n'ont pas été approuvés ;

Considérant que la convention modifiée est actualisée au regard de l'arrêté du 26 octobre 2016 du préfet du Bas-Rhin portant création de la communauté de communes du Canton d'Erstein, issue de la fusion de la communauté de communes de Benfeld et environs, de la communauté de communes du Rhin et de la communauté de communes du Pays d'Erstein ;

Considérant que la convention modifiée est actualisée au regard du décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée « Eurométropole de Strasbourg » ;

Considérant que la convention modifiée est actualisée en ce qu'elle tient compte de la modification des statuts approuvée par délibération du 6 décembre 2018, laquelle supprime le « bureau » parmi les organes du GECT, si bien que l'article 6 paragraphe 2 de la convention modifiée est ainsi rédigé « 2. *Adhésion de nouveaux membres : la demande d'adhésion de chaque nouveau membre potentiel doit être formulé par écrit au Groupement et donne lieu à une recommandation de la présidence* » ;

Considérant l'avis du 4 avril 2019 de la Direction Générale des collectivités Locales (DGCL) relatif à l'étude des statuts du GECT modifiés par délibération du 6 décembre 2018 supprimant le Bureau et l'obligation de mettre en conformité la convention du GECT avec lesdits statuts ;

Considérant l'avis du 17 janvier 2025 de la Direction Générale des Collectivités Locales (DGCL) approuvant l'adhésion de la Région Grand Est et de la Collectivité européenne d'Alsace ;

Considérant l'avis du 6 février 2025 du Regierungspräsidium Freiburg ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de la région Alsace du 5 février 2015 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2010 portant création du Groupement européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » est modifié comme suit :

« Un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) est constitué entre les membres suivants, signataires de la convention de coopération :

Partie française :

- l'Eurométropole de Strasbourg
- **la communauté de communes du Canton d'Erstein**
- **la Collectivité européenne d'Alsace**
- **la Région Grand Est**
- **la République française**

Partie allemande :

- le Landkreis Ortenaukreis
- la ville d'Offenburg
- la ville de Lahr
- la ville de Kehl
- la ville d'Achern
- la ville d'Oberkirch

La République fédérale d'Allemagne et le Land de Bade-Wurtemberg ont la qualité d'observateurs au sein du GECT. Ils participent au conseil mais ne prennent pas part aux votes ».

Article 2 :

Les modifications de la convention du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau », approuvées par délibération du 7 décembre 2023 du conseil du GECT « Eurodistrict Strasbourg – Ortenau » sont approuvées ainsi qu'il suit :

L'en-tête de la convention est modifié ainsi :

« Convention constitutive du Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau » entre :

- la République française
- **l'Eurométropole de Strasbourg**
- **la Communauté de communes du Canton d'Erstein**
- **la Collectivité européenne d'Alsace**
- **la Région Grand Est**
- le Landkreis Ortenaukreis
- la ville d'Offenburg
- la ville de Lahr
- la ville de Kehl
- la ville d'Achern
- la ville d'Oberkirch ».

Le paragraphe 1 de l'article 1 de la convention est modifié ainsi :

« Membre(s) ayant adhéré au Groupement :

- la République française
- **la Communauté de communes du Canton d'Erstein**
- **la Collectivité européenne d'Alsace**
- **la Région Grand Est ».**

Le paragraphe 2 de l'article 6 de la convention est modifié ainsi :

« 2. Adhésion de nouveaux membres : la demande d'adhésion de chaque nouveau membre potentiel doit être formulé par écrit au Groupement et donne lieu à une recommandation de la **présidence** » .

Article 3 :

La convention constitutive du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau », telle que modifiée par la délibération du 7 décembre 2023 du conseil du GECT, est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté prend effet dès la publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est.

ARTICLE 5 :

La modification des statuts du GECT fera l'objet d'un arrêté d'approbation ultérieur.

ARTICLE 6 :

- le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes
- la Présidente du GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau »
- chacun des membres constituant le GECT « Eurodistrict Strasbourg - Ortenau »
- le Directeur Régional des Finances Publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et dont copie sera adressée au Président de la Chambre régionale des comptes Grand Est.

Strasbourg, le **26 MARS 2025**

✓ Le Préfet,

Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Samuel BOUJU

Le Préfet


 Secrétaire Général pour les Affaires
 Régionales et Européennes
 Samuel BOUJU



<p>Gründungsvereinbarung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „EURODISTRIKT STRASBOURG-ORTENAU“</p>	<p>Convention constitutive du Groupement Européen de Coopération Territoriale « EURODISTRICT STRASBOURG-ORTENAU »</p>
<p>Zwischen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Französischen Republik - der Eurometropole Strasbourg*, - dem Gemeindeverband des Kantons Erstein - der Europäischen Gebietskörperschaft Elsass - der Region Grand Est - dem Landkreis Ortenaukreis*, - der Stadt Offenburg*, - der Stadt Lahr*, - der Stadt Kehl*, - der Stadt Achern*, - der Stadt Oberkirch*. <p>PRÄAMBEL : In Anbetracht</p> <ul style="list-style-type: none"> - der Gemeinsamen deutsch-französischen Erklärung des Bundeskanzlers der Bundesrepublik Deutschland, Gerhard SCHRÖDER, und des Präsidenten der Französischen Republik, Jacques CHIRAC, zum 40. Jahrestag des Elysée-Vertrags am 22. Januar 2003, in der es heißt: „Wir unterstützen die Schaffung eines Eurodistrikts Strasbourg-Kehl mit guter Verkehrsanbindung, um neue Formen der Kooperation zu erforschen und europäische Institutionen aufzunehmen“; - der Gemeinsamen Resolution der oben genannten 	<p>Entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la République française - l' Eurometropole de Strasbourg *, - la Communauté de communes du Canton d'Erstein, - la Collectivité européenne d'Alsace - la Région Grand Est - le Landkreis Ortenaukreis*, - la Ville d'Offenburg*, - la Ville de Lahr*, - la Ville de Kehl*; - la Ville d'Achern*; - la Ville d'Oberkirch*. <p>PRÉAMBULE : Vu</p> <ul style="list-style-type: none"> - la Déclaration Commune franco-allemande du Président de la République française Jacques CHIRAC et du Chancelier allemand Gerhardt SCHRÖDER, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée, le 22 janvier 2003, selon laquelle « Nous soutenons la création d'un Eurodistrict Strasbourg-Kehl, bien desservi, ayant vocation à explorer de nouvelles formes de coopération et à accueillir des institutions européennes » ; - la résolution commune des collectivités locales désignées ci-

* Gründungsmitglieder / Membres fondateurs

<p>Gebietskörperschaften zur Errichtung eines Eurodistrikts vom 24. Mai 2003;</p> <ul style="list-style-type: none"> - des „Eckpunktepapiers“ des deutschen und des französischen Staatsministers für Europa vom 30. Juni 2003; - der Vereinbarung über die Gründung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau vom 17. Oktober 2005; - der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ); - der Lahrer Erklärung vom 11. Oktober 2008; - des am 3. Februar 2009 von Bernard COTTIN und Erwin VETTER auf Ersuchen des deutschen und französischen Staatsministers für Europa vorgelegten Berichts; - des Erlasses des Präfekten der Region Grande Est vom 28. Januar 2010 über die Gründung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) mit der Bezeichnung „Eurodistrikt Straßburg-Ortenau“, bestehend aus den Gründungsmitgliedern; - der am 4. Februar 2010 von den Gründungsmitgliedern unterschriebenen politischen Erklärung, in der sich die Unterzeichner dazu verpflichten, die Gründungsvereinbarung und die Satzung dahin zu ändern, dass die Französische Republik als volles Mitglied dem Verbund beitreten kann. - des Ratsbeschlusses vom 7. Dezember 2023 in der sich die Unterzeichner dazu verpflichten, die Gründungsvereinbarung und die Satzung dahin zu ändern, dass die Region Grand Est sowie die 	<p>dessus, pour la création d'un Eurodistrict, du 24 mai 2003 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la note de cadrage des Ministres délégués aux affaires européennes français et allemand du 30 juin 2003 ; - la Convention relative à la création de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, du 17 octobre 2005 ; - le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) ; - la Résolution de Lahr, du 11 octobre 2008 ; - le Rapport présenté le 3 février 2009, par MM. Bernard COTTIN et Erwin VETTER, sur demande des Ministres français et allemand délégués aux affaires européennes ; - l'arrêté du Préfet de la région Grand Est, en date du 28 janvier 2010, portant création du Groupement européen de coopération territoriale (GECT) dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau », composé des membres fondateurs ; - la déclaration politique signée le 4 février 2010 par les membres fondateurs, par laquelle les signataires s'engagent à modifier la convention et les statuts dans le but de permettre une participation pleine et entière de la République française au Groupement. - la délibération du Conseil du 7 décembre 2023 par laquelle les signataires s'engagent à modifier la convention constitutive et les statuts afin de permettre à la Région Grand Est et à la Collectivité européenne
---	--

<p>Europäische Gebietskörperschaft Elsass, als volle Mitglieder dem Verbund beitreten können.</p> <p>IN DEM BESTREBEN</p> <ul style="list-style-type: none"> - einen Mehrwert für alle Bürgerinnen und Bürger des Gebietes zu schaffen; - sich zu einem Labor des geeinten Europas zu entwickeln; - auf ihren Gebieten die Grundlagen für einen innovativen Eurodistrikt zu schaffen, der sich schrittweise zu einem wahrhaft grenzüberschreitenden, auf dem Prinzip von gemeinsamen Entscheidungen beruhenden Gemeindeverband entwickeln soll; - die europäische Dimension Strasbourg als Sitz europäischer Institutionen und Organisationen zu stärken und sich auf die Intensität bestehender grenzüberschreitender Zusammenarbeit zu stützen; <p>WIRD FOLGENDES VEREINBART:</p>	<p>d'Alsace d'adhérer au groupement en tant que membres à part entière.</p> <p>DÉSIREUX</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apporter une plus-value à tous les citoyens et citoyennes de son territoire ; - de devenir un laboratoire de l'Europe unie ; - de fonder sur leurs territoires les bases d'un Eurodistrict innovant, ayant vocation à se transformer progressivement en une réelle intercommunalité transfrontalière reposant sur le principe de la codécision ; - de conforter la dimension européenne de la Ville de Strasbourg, siège d'institutions et d'organisations européennes et de s'appuyer sur l'intensité de la coopération transfrontalière préexistante ; <p>IL EST CONVENU CE QUI SUIT :</p>
<p>ARTIKEL 1: Gründung des Eurodistrikts Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. Gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 gründen die nachfolgend aufgeführten Mitglieder einen Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) nach französischem Recht, der die Bezeichnung „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ auf Französisch und „Eurodistrict Strasbourg-Ortenau“ auf Deutsch trägt:</p> <p><u>Gründungsmitglieder:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - die Eurometropole Straßburg, - der Landkreis Ortenaukreis, 	<p>ARTICLE 1 : Constitution de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau</p> <p>1. En application du Règlement CE 1082/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006, les membres suivants constituent un Groupement Européen de Coopération Territoriale de droit français, (GECT) dénommé « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » en français et « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » en allemand :</p> <p><u>Membres fondateurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Eurometropole de Strasbourg - le Landkreis Ortenaukreis,

<ul style="list-style-type: none"> - die Stadt Offenburg, - die Stadt Lahr, - die Stadt Kehl, - die Stadt Achern. - die Stadt Oberkirch. <p><u>Mitglieder kraft Beitritts:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - die Französische Republik - der Gemeindeverband des Kanton Erstein - die Europäische Gebietskörperschaft Elsass - die Region Grand Est <p>2. Dem Verbund können darüber hinaus weitere Mitglieder gemäß Artikel 3 der oben genannten EG-Verordnung Nr. 1082/2006 beitreten,</p> <ul style="list-style-type: none"> - sofern diese aufgrund ihrer eigenen sowie der Zuständigkeiten des Eurodistrikts ein Interesse daran haben, - oder ihr Beitritt den Interessen des Eurodistrikts dient. <p>3. Mit Beitrittsanträgen potenzieller Mitglieder wird gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 dieser Gründungsvereinbarung verfahren.</p> <p>Die spätere Aufnahme von Mitgliedern erfordert die Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung.</p> <p>4. Die Bundesrepublik Deutschland und das Land Baden-Württemberg haben innerhalb des Verbunds Beobachterstatus. Sie nehmen an den Debatten des Rates teil, beteiligen sich jedoch nicht an den Abstimmungen.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - la Ville d'Offenburg, - la Ville de Lahr, - la Ville de Kehl, - la Ville d'Achern, - la Ville d'Oberkirch. <p><u>Membre(s) ayant adhéré au Groupement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La République française, - la Communauté de communes du Canton d'Erstein, - la Collectivité européenne d'Alsace - la Region Grand Est <p>2. Le groupement peut néanmoins admettre d'autres membres tels que définis par l'article 3 du règlement communautaire 1082/2006 susmentionné,</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'ils y ont un intérêt au regard de leurs compétences et de celles de l'Eurodistrict, - Ou s'ils justifient d'un intérêt de nature à promouvoir l'Eurodistrict. <p>3. La demande d'adhésion de chaque membre potentiel est définie par les dispositions de l'article 6 de la présente convention constitutive.</p> <p>Ces adhésions ultérieures entraîneront une modification de la convention constitutive et des statuts.</p> <p>4. La République Fédérale d'Allemagne et le Land de Bade-Wurtemberg ont la qualité d'observateurs au sein du Groupement. Ils participent aux débats du Conseil, mais ne prennent pas part aux votes.</p>
<p>ARTIKEL 2: Sitz</p> <p>Der Sitz des Eurodistrikts ist Strasbourg.</p> <p>Die Geschäftsstelle befindet sich in Kehl.</p>	<p>ARTICLE 2 : Sièg</p> <p>Le siège de l'Eurodistrict est situé à Strasbourg.</p> <p>Le secrétariat est situé à Kehl.</p>

<p>ARTIKEL 3: Anwendbares Recht und gegenseitige Anerkennung</p> <p>1. Der Eurodistrikt unterliegt der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 über den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit, dieser Gründungsvereinbarung und seiner Satzung, subsidiär unterliegt er dem Recht des Staates, in dem der Verbund seinen Sitz hat, d.h. französischem Recht.</p> <p>2. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt“ ist eine öffentlich-rechtliche Einrichtung in Form eines Syndicat mixte nach Art. L. 1115-4-2 und L.5721-1 ff des Code Général des Collectivités territoriales.</p> <p>3. Die Aufsicht über die Verwaltungstätigkeit, den Haushalt und die Finanzen des Eurodistrikts richtet sich nach französischem Recht. Die für die Aufsicht zuständigen französischen Behörden tauschen geeignete Erkenntnisse mit den entsprechenden deutschen Stellen aus und können von letzteren angerufen werden.</p>	<p>ARTICLE 3 : Droit applicable et reconnaissance mutuelle</p> <p>1. L'Eurodistrict est régi par le Règlement CE n°1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif à un Groupement européen de coopération territoriale, par sa convention constitutive et ses statuts, et subsidiairement par le droit de l'Etat où le groupement a son siège, soit le droit français.</p> <p>2. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict » est un organisme de droit public créé sous la forme d'un syndicat mixte en application des articles L. 1115-4-2 et L.5721-1 et suivants du Code Général des Collectivités territoriales.</p> <p>3. Le contrôle administratif, budgétaire et financier de l'Eurodistrict sera réalisé conformément au droit français. Les autorités chargées du contrôle en France échangent toutes les informations appropriées avec les autorités allemandes équivalentes et pourront être saisies par ces dernières.</p>
<p>ARTIKEL 4: Gebietskulisse</p> <p>Der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau umfasst jetzt das Gebiet der Eurometropole Straßburg, des Gemeindeverbandes des Canton Erstein, für den französischen Teil und auf deutscher Seite das Gebiet, auf das sich die Zuständigkeit der in Art. 1 dieser Vereinbarung aufgezählten deutschen Mitglieder erstreckt.</p>	<p>ARTICLE 4 : Périmètre géographique</p> <p>L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau couvre, le territoire de l'Eurometropole de Strasbourg, de la Communauté de communes du Canton d'Erstein, pour la partie française, et le territoire sur lequel s'exercent les compétences des membres de la partie allemande énumérés à l'article 1 de la présente convention.</p>
<p>ARTIKEL 5: Zweck und Aufgaben</p>	<p>ARTICLE 5 : Objet et missions</p>

<p>1. Der Eurodistrikt hat das allgemeine Ziel, die grenzüberschreitende Zusammenarbeit zu fördern, zu unterstützen, zu ermutigen und abzustimmen, indem er für die Umsetzung gemeinsamer Vorhaben sorgt.</p> <p>2. Im Hinblick auf die Erreichung der in der Präambel dieser Vereinbarung genannten politischen Ziele stellt sich der Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau insbesondere die folgenden Aufgaben:</p> <p>a) Durchführung von grenzüberschreitenden Projekten in den gemeinsamen Zuständigkeitsbereichen der Mitglieder des Verbundes.</p> <p>Dabei gelten die folgenden Aktionsbereiche als vorrangig:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maßnahmen zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung sowie einer abgestimmten und kohärenten Raumplanung auf deutscher und französischer Seite; - Maßnahmen, die zur Verbesserung des Alltags der Bevölkerung und zum Abbau grenzbedingter Erschwernisse beitragen; - Förderung und Unterstützung der Zweisprachigkeit auf dem Gebiet des Eurodistrikts; - Unterstützung der Entwicklung eines grenzüberschreitenden Kulturraums; - Stärkung der Attraktivität des Gebietes; - Stärkung der Zusammenarbeit mit den europäischen Institutionen und Organisationen. <p>b) Entwicklung gemeinsamer Infrastruktureinrichtungen und gemeinsame Nutzung von</p>	<p>1. L'Eurodistrict a pour objet général de promouvoir, de soutenir, d'encourager et de coordonner la coopération transfrontalière en veillant à la mise en œuvre de projets communs.</p> <p>2. Afin d'atteindre les objectifs politiques mentionnés en préambule de la présente convention, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau se donne plus particulièrement les missions suivantes :</p> <p>a) Mettre en œuvre des projets transfrontaliers relevant des domaines de compétences communs des membres du groupement.</p> <p>A ce titre, les champs d'intervention suivants seront considérés comme prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actions contribuant au développement durable et à un aménagement du territoire concerté et cohérent de part et d'autre de la frontière ; - Actions visant à améliorer la vie quotidienne de la population et à supprimer les contraintes engendrées par la frontière ; - Promotion et soutien du bilinguisme sur le territoire de l'Eurodistrict ; - Actions visant à soutenir le développement d'un espace culturel transfrontalier ; - Renforcement de l'attractivité et promotion du territoire ; - Renforcement de la coopération avec les institutions et organismes européens. <p>b) Développer des équipements communs, le cas échéant mutualiser les services présents sur le territoire ;</p>
---	---

<p>bestehenden Angeboten und Dienstleistungen;</p> <p>c) Unterstützung von Bürgerinitiativen, die zur Verwirklichung der Ziele des Eurodistrikts beitragen;</p> <p>d) Initiierung, Begleitung und Unterstützung, um die Umsetzung von Projekten von grenzüberschreitendem Interesse zu fördern;</p> <p>e) Beantragung nationaler oder europäischer Kofinanzierungen zur Durchführung seiner verschiedenen Aufgaben;</p> <p>f) Förderung und Erleichterung der Schaffung grenzüberschreitender Netzwerke von Vereinen und Verbänden sowie im gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und institutionellen Bereich;</p> <p>g) Beteiligung an Kooperationen über das Gebiet des Eurodistrikts hinaus zur Stärkung des wirtschaftlichen und sozialen Zusammenhalts sowie zur Förderung der nachhaltigen Entwicklung in der Oberrheinregion;</p> <p>h) Beteiligung am Informationsaustausch zwischen Grenzregionen im nationalen und europäischen Rahmen;</p> <p>i) Vertretung des Eurodistrikts in nationalen, europäischen und internationalen Gremien und Netzwerken zur Gewährleistung der Positionierung des Gebietes und des gemeinsamen Standortmarketings;</p> <p>j) Stärkung der europäischen Positionierung des Gebietes, indem die Rolle Straßburgs als Hauptstadt des demokratischen und parlamentarischen Europas als</p>	<p>c) Soutenir les réseaux de citoyens qui contribuent à la réalisation des objectifs de l'Eurodistrict ;</p> <p>d) Assurer un rôle d'impulsion, d'accompagnement, de lobbying afin de favoriser la réalisation de projets d'intérêt transfrontalier ;</p> <p>e) Solliciter des cofinancements nationaux ou européens en vue de la réalisation de ses différentes missions ;</p> <p>f) Promouvoir et faciliter la formation de réseaux transfrontaliers au niveau associatif, socio-économique, ou institutionnel ;</p> <p>g) Participer à des actions de coopération dépassant le périmètre de l'Eurodistrict, afin de renforcer la cohésion économique et sociale et le développement durable du Rhin Supérieur ;</p> <p>h) Participer à des échanges d'expériences entre régions frontalières, à l'échelle nationale ou européenne ;</p> <p>i) Assurer la représentation de l'Eurodistrict au sein d'organismes et de réseaux nationaux, européens et internationaux afin d'assurer le positionnement et la promotion commune de ce territoire ;</p> <p>j) Conforter son positionnement européen en faisant du statut de Strasbourg, capitale de l'Europe démocratique et parlementaire, un élément incontestable de l'image de marque de l'Eurodistrict.</p>
--	--

<p>unbestreitbarer Bestandteil des Eurodistrikt-Images verankert wird.</p> <p>3. Das gemeinsame Handeln im Eurodistrikt schließt andere Formen von grenzüberschreitender Zusammenarbeit nicht aus, die Mitglieder projektbezogen oder aufgrund von geeigneten Partnerschaften eingehen möchten. Der Eurodistrikt kann seine Mitglieder bei der Aufstellung und der Durchführung von Projekten von grenzüberschreitendem Interesse unterstützen.</p>	<p>3. L'action commune au sein de l'Eurodistrict n'est pas exclusive d'autres formes de coopération transfrontalière pouvant être menées par les membres en fonction des projets concernés et de partenariats appropriés. L'Eurodistrict peut assister ses membres dans le montage et la mise en œuvre des projets d'intérêt transfrontalier.</p>
<p>ARTIKEL 6: Änderung der Gründungsvereinbarung</p> <p>1. Allgemeine Regel: Änderungen der Vereinbarung erfolgen auf Beschluss des Rates, der jeweils die einfache Mehrheit der satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter erfordert. Der Beschluss wird den Mitgliedern schriftlich mitgeteilt.</p> <p>Jede Änderung der Vereinbarung bedarf der Zustimmung der Behörden, die die Gründung des Verbundes gemäß dem in Artikel 4 der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 festgelegten Verfahren genehmigt haben.</p> <p>2. Aufnahme neuer Mitglieder: Die Aufnahme eines neuen Mitglieds ist schriftlich beim Verbund zu beantragen; das Präsidium gibt hierzu eine Empfehlung ab.</p> <p>3. Die Präsidentin/der Präsident setzt den Antrag auf die Tagesordnung des Rates. Der Rat beschließt über den Antrag mit der Mehrheit nach Ziffer 1 dieses Artikels.</p> <p>Die Aufnahme wird wirksam mit Inkrafttreten der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung der Vereinbarung und der Satzung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes</p>	<p>ARTICLE 6 : Modification de la présente convention</p> <p>1. Cas général : La convention est modifiée après décision du Conseil qui statue à la double majorité simple des représentants statutaires français et allemands. La délibération est notifiée aux membres.</p> <p>Toute modification de la convention doit être approuvée par les autorités qui ont autorisé la création du Groupement dans les conditions fixées à l'article 4 du Règlement CE n°1082/2006.</p> <p>2. Adhésion de nouveaux membres : La demande d'adhésion de chaque nouveau membre potentiel doit être formulée par écrit au Groupement et donne lieu à une recommandation de la présidence.</p> <p>3. Le-la Président-e inscrit la demande à l'ordre du jour du Conseil.</p> <p>Le Conseil décide de l'admission selon les règles de majorité prévues au point 1 du présent article.</p> <p>L'admission prend effet dès l'entrée en vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification de la convention et des statuts par le représentant de l'Etat qui a autorisé la</p>

<p>genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das neue Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts.</p> <p>3. Austritt eines Mitglieds: Die Mitgliedschaft endet mit dem Austritt. Jedes Mitglied kann am Ende eines Geschäftsjahres aus dem Verbund austreten, sofern es seine Absicht mindestens ein Jahr vor Ablauf des jeweiligen Geschäftsjahres mitgeteilt hat. Die Entscheidung über den Austritt wird durch den Rat festgestellt und den anderen Mitgliedern mitgeteilt. Der Rat betreibt daraufhin die Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung gemäß den in Absatz 1 vorgesehenen Mehrheitsregeln.</p> <p>Der Beschluss der Versammlung wird den Mitgliedern des Verbundes schriftlich mitgeteilt.</p> <p>Der Austritt wird wirksam mit Inkrafttreten der Änderung der Gründungsvereinbarung und der Satzung, nach Genehmigung der Änderung der Vereinbarung und der Satzung durch den Vertreter des Staates, welcher die Gründung des Verbundes genehmigt hat, sowie ggf. der Zustimmung des Staates, dem das austretende Mitglied angehört, nach Maßgabe des für dieses geltenden innerstaatlichen Rechts.</p> <p>Die Modalitäten des Austritts, insbesondere finanzieller Art, werden in einer Vereinbarung zwischen dem austretenden Mitglied und dem Verbund geregelt.</p> <p>Ausgeschiedene Mitglieder haften nach ihrem Austritt aus dem Verbund für Verpflichtungen, die sich aus der Tätigkeit des Verbundes während ihrer Mitgliedschaft ergeben.</p> <p>Das austretende Mitglied beteiligt sich an der Schuldentilgung im Verhältnis seiner vorher eingegangenen finanziellen</p>	<p>création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat du ressort du nouveau membre potentiel, selon les règles de son droit interne.</p> <p>3. Retrait d'un membre : La qualité de membre se perd par retrait. Tout membre peut se retirer du Groupement à l'expiration d'un exercice budgétaire, sous réserve qu'il ait notifié son intention au moins un an avant la fin de cet exercice. La décision de retrait est constatée par le Conseil et notifiée aux autres membres. Le Conseil engage en conséquence la modification de la convention constitutive et des statuts selon les règles de majorité prévues au 1^{er} paragraphe du présent article.</p> <p>La délibération du Conseil est notifiée aux membres du Groupement.</p> <p>Le retrait prend effet dès l'entrée en vigueur de la modification de la convention constitutive et des statuts, après approbation de la modification de la convention et des statuts par le représentant de l'Etat qui a autorisé la création du Groupement ainsi que, le cas échéant, de l'accord de l'Etat dont est issu le membre exerçant son droit de retrait, selon les règles de son droit interne.</p> <p>Une convention conclue entre le membre qui exerce son droit de retrait et le Groupement règle les modalités notamment financières du retrait.</p> <p>Les membres ayant exercé leur droit de retrait engagent leur responsabilité après avoir cessé d'être membres du Groupement pour des actions découlant d'activités du Groupement réalisées alors qu'ils en étaient membres.</p>
---	--

<p>Verpflichtungen, so wie sie im in der Jahresrechnung des letzten Jahres seiner Mitgliedschaft im Verbund festgehalten sind</p>	<p>Le membre se retirant participe à l'apurement des dettes proportionnellement à ses engagements financiers antérieurs tels qu'ils figurent dans le compte administratif de sa dernière année de participation au Groupement.</p>
<p>ARTIKEL 7: Auflösung</p> <p>1. Neben den in Artikel 14 der Verordnung (EG) Nr. 1082/2006 und in Artikel L 1115-4-2 des Code Général des Collectivités Territoriales vorgesehenen Fällen und nach den dort beschriebenen Modalitäten kann die Auflösung des Europäischen Verbundes für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ auch aufgrund eines Beschlusses mit jeweils der einfachen Mehrheit seiner satzungsgemäßen deutschen und französischen Vertreter beantragt werden.</p> <p>2. Die Auflösung erfolgt durch ein mit Gründen versehenes Dekret, das vom Ministerrat erlassen und im Amtsblatt veröffentlicht wird und das spätestens 15 Tage vor dem für die Auflösung festgelegten Stichtag erlassen wird bzw. nach Tilgung der Ansprüche Dritter verfügt.</p> <p>3. Bei Auflösung des Verbundes werden dessen Aktiva und Passiva sowie sein Vermögen unter den in Artikel 1 dieser Vereinbarung genannten Mitgliedern aufgeteilt, wobei der Beitragsschlüssel nach Artikel 11 der Satzung zugrunde gelegt wird.</p>	<p>ARTICLE 7 : Dissolution</p> <p>1. Outre les cas et modalités prévues par l'article 14 du Règlement CE n°1082/2006, et par l'article L 1115-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la dissolution du Groupement Européen de Coopération Territoriale Eurodistrict Strasbourg-Ortenau peut aussi être demandée par décision prise à la double majorité simple des représentants statutaires français et allemands.</p> <p>2. La dissolution est prononcée par décret motivé pris en conseil des ministres et publié au Journal officiel, pris au plus tard quinze jours avant la date d'effet fixée pour la dissolution ou dès satisfaction des conditions de liquidation et d'apurement des droits des tiers.</p> <p>3. Dans le cas d'une dissolution du Groupement, l'actif et le passif et son patrimoine est réparti entre les membres mentionnés à l'article 1^{er} de la présente convention, conformément à la clé de répartition des contributions des membres indiquée dans l'article 11 des statuts.</p>
<p>ARTIKEL 8: Inkrafttreten und Dauer</p> <p>1. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ erwirbt die Rechtsfähigkeit, nachdem die zuständigen deutschen Behörden der Beteiligung der deutschen Mitglieder zugestimmt haben und mit dem Tag, an welchem die Verfügung des Vertreters des Staates, Präfekt der Région Grand</p>	<p>ARTICLE 8 : Entrée en vigueur et durée</p> <p>1. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrict Strasbourg-Ortenau » acquiert la personnalité juridique, après accord des autorités allemandes compétentes sur la participation des membres allemands et à compter de la date de publication de l'arrêté du représentant de l'Etat, Préfet</p>

<p>Est und Präfekt des Bas-Rhin, über die Gründung des Verbundes bekannt gemacht wird.</p> <p>2. Der Europäische Verbund für territoriale Zusammenarbeit „Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau“ wird auf unbestimmte Zeit gegründet.</p> <p>3. Die vorliegende Vereinbarung wird ersetzt, sobald der Eurodistrikt infolge der Weiterentwicklung der verfassungsmäßigen, gesetzlichen und vertraglichen Rahmenbedingungen in einer derzeit für die grenzüberschreitende interkommunale Zusammenarbeit noch nicht existierenden Rechtsform errichtet werden kann.</p>	<p>de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin, portant création du Groupement.</p> <p>2. Le Groupement Européen de Coopération Territoriale « Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau » est créé pour une durée indéterminée.</p> <p>3. La présente convention sera remplacée lorsque le cadre constitutionnel, légal et conventionnel aura évolué et permettra d'ériger l'« Eurodistrikt » en une forme inédite d'intercommunalité transfrontalière.</p>
<p>ARTIKEL 9: Streitfall</p> <p>1. Streitsachen zwischen den Partnern, die sich aus der Durchführung und / oder der Auslegung dieser Vereinbarung ergeben und nicht gütlich beigelegt werden konnten, unterliegen der französischen Rechtsprechung, die sich nach der französischen Version dieser Vereinbarung richtet.</p> <p>2. Kann bei Streitigkeiten keine gütliche Lösung oder Einigung erzielt werden, können die Vertragspartner die zuständigen Stellen ihres jeweiligen Staates um Schlichtung ersuchen.</p>	<p>ARTICLE 9 : Litiges</p> <p>1. Tout litige entre les parties se rapportant à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention, qui n'a pu faire l'objet d'un règlement amiable, relève de la compétence de la juridiction française qui se prononce sur la base de la version française de cette convention.</p> <p>2. A défaut de solution amiable ou d'accord, chaque partie contractante peut solliciter la conciliation des instances de leur Etat respectif.</p>
<p>Verfasst in Straßburg am 7. Dezember 2023, in Urschriften in französischer und deutscher Sprache.</p>	<p>Fait à Strasbourg le 7 décembre 2023, en exemplaires en langues française et allemande.</p>

Jeanne BARSEGHIAN
Présidente de l'« Eurodistrikt »



Accord à l'unanimité des suffrages exprimés adopté le 7 décembre 2023 par le Conseil de l'« Eurodistrikt », rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral et affichage au siège de l'« Eurodistrikt ».

Annexe II : Convention constitutive adaptée de l'« Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau » du 07/12/2023
Angepasste Gründungsvereinbarung des Eurodistrikt Strasbourg-Ortenau vom 07.12.2023

